



Climate Security and its Challenges

Une conférence présentée par le Centre FrancoPaix et l'Association canadienne pour la sécurité climatique (ACSC – CSAC)

8 et 9 avril 2024 - Salon Orange - UQAM

Compte rendu par Jessica Barrette

Partners :



Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada



8 AVRIL 2024

9h00-9h15 | **Discours inaugural**

Bruno Charbonneau, RMCSJ, CSAC, CFP

Dans son discours inaugural, **Bruno Charbonneau** a rappelé qu'il y avait eu une évolution dans le domaine de la sécurité climatique, dans la littérature, dans la recherche et dans les projets scientifiques depuis la dernière rencontre au printemps 2023. Or, même si beaucoup a été fait jusqu'à présent, il reste encore un long chemin à prendre dont les prochaines étapes seront plus difficiles. L'institutionnalisation et l'opérationnalisation de la sécurité climatique seront des étapes difficiles à franchir. L'ampleur, l'énormité et la complexité du défi sont difficiles à saisir, et même lorsqu'elles sont comprises, les priorités à court terme et les processus décisionnels lents ou inefficaces peuvent constituer des obstacles pour atteindre la sécurité climatique. Les défis devant nous sont difficiles à saisir ou sont ignorés lorsque les prix à court terme émergent, ou que la législation climatique est déficiente. M. Charbonneau rappelle que nous devons réfléchir aux conséquences pour les gouvernements qui tentent de mettre en œuvre ces changements. Cela s'applique également au domaine de la recherche académique alors que la plupart des travaux se fondent sur des données antérieures. Cependant, la recherche académique fait face à un défi de taille alors qu'elle doit aborder l'avenir dans les conditions du changement climatique. Cela implique donc un catalogue de cadres théoriques, de conceptualisations et de méthodologies différentes. On a qu'à penser au concept d'Anthropocène et aux difficultés méthodologiques qui y sont liées. M. Charbonneau rappelle que le temps presse et que nous devons remettre en question les façons de faire et de penser. Cette conférence vise à encourager des échanges d'idées de manière libre, ouverte et tournée vers l'avenir. Il note aussi qu'il s'agit d'un défi à relever pour les universitaires, alors que les méthodes de recherche sont souvent d'une utilité limitée. Afin d'atteindre les objectifs de cette conférence, le M. Charbonneau nous présente les panels et leurs thèmes. Le premier panel préparera le terrain pour le reste de la conférence, en examinant l'émergence et l'évolution du domaine de la sécurité climatique. Le second panel explorera les défis de la transition énergétique, à la fois pour les organisations militaires et d'un point de vue géopolitique. Le troisième panel discutera des différents défis associés à la production de connaissances et d'expertise dans le domaine de la sécurité climatique. La deuxième journée est constituée de quatre panels. Le panel 4 explorera la question des émissions de carbone militaires. Le panel 5 se penchera sur une série de défis militaires et politiques. Le panel 6 offrira une perspective globale et comparative sur ce que signifie la sécurité climatique pour les différentes régions du monde et finalement le panel 7 se concentrera sur la coopération civile et militaire dans les situations d'urgence liées au climat.

9h15-10h00 | **Discours d'ouverture**

Mathieu Bussièrès, Directeur, Climate Change and Security Centre of Excellence (CCASCOE)

Dans son discours d'ouverture, **Mathieu Bussièrès**, directeur du Centre d'excellence OTAN pour le changement climatique et la sécurité (CCASCOE) a rappelé l'importance de l'expertise qui s'est construite autour du climat ces dernières années et de comprendre les défis du changement climatique pour la sécurité climatique. De nombreuses organisations ont joué un rôle et même si nous menons nos propres recherches, il faut coopérer davantage. La vision de l'OTAN est qu'il s'agit d'une tâche assez difficile de devenir un leader de la sécurité climatique. Les priorités à court terme rendent la tâche difficile. M. Bussièrès nomme ensuite divers obstacles aux priorités à court terme comme la guerre en Ukraine, la pression sur les alliés de l'OTAN, la détérioration des défis sécuritaires comme Taiwan et Gaza. Cela fait en sorte que le changement climatique est moins une priorité qu'en 2021 et les pays augmentent leurs dépenses de sécurité. Ainsi, il faut se rappeler que l'instabilité sécuritaire n'aide pas. Or, il ne faut pas négliger les opportunités de transformation, et il ne faut pas gaspiller ces opportunités, car l'OTAN a parlé pendant des années de changer la sécurité climatique et souhaite continuer dans cette direction. M. Bussièrès nous rappelle que nous devons développer collectivement des idées pour la sécurité climatique qui ne sont pas aussi évidentes que pour d'autres questions plus conventionnelles comme la science de la guerre. Nous avons vu comment nous construisons et nous nous préparons individuellement à ces événements, mais il s'agit là d'un domaine qui est assez bien gardé par les pays. Une plus grande collaboration est nécessaire pour transmettre les meilleures façons de faire. Il y a certains éléments importants pour l'OTAN. D'abord, l'évaluation de la résilience de l'empreinte carbone afin de revoir les processus sans les changer complètement. L'industrie est également bien placée en termes d'empreinte carbone. Il ne s'agit pas d'un impératif juridique, mais d'un impératif moral. Les individus sont au cœur des préoccupations considérant l'impact sur la santé physique et mentale. Ainsi, nous ne pouvons pas y faire face seuls. La pression doit demeurer accrue sur les gouvernements et les armées pour que les changements s'opèrent. La mission du CCASCOE consiste à exploiter la coopération dont on parle énormément. Il ne s'agit pas seulement de transmettre des connaissances, mais aussi de soutenir les changements dans les décisions. Il faut ainsi intégrer la sécurité climatique dans les politiques de l'OTAN, construire une culture climatique, afin d'être en mesure de développer un programme. Il faut soutenir les autres par la collaboration et soutenir la science du changement climatique et les plans tactiques internationaux pour s'assurer que le changement climatique est pris en compte dans nos planifications. Il s'agit d'un plan ambitieux, mais qui n'est pas isolé. La force de l'alliance réside dans la collaboration et nous devons nous assurer que nous proposons ce qu'il y a de mieux en matière de changement climatique avec les groupes de réflexion et les autres collaborateurs. Ces conférences sont une opportunité de cartographier le monde universitaire en construisant un réseau. Le niveau de coopération, parce que l'organisation est encore jeune, est le niveau de coopération dont elle a besoin : non seulement dans le domaine académique, mais aussi dans le domaine tactique et dans le domaine civil.

Modérateur: Bruno Charbonneau, Royal Military College Saint-Jean

Conférencier.ère.s :

- Simon Dalby, Wilfrid Laurier University
- Marcus King, Georgetown University
- Cullen Hendrix, Peterson Institute for International Economics
- Sharon Burke, Ecospherics
- Katie Woodward, CCASCOE

Cullen Hendrix, du *Peterson Institute for International Economics*, débute sa présentation en nous faisant part de sa perspective sur l'évolution de ce domaine, en se concentrant sur quatre domaines de réalisations significatives. D'abord, une meilleure compréhension de l'importance du contexte politique, social et économique est nécessaire pour comprendre quand et où les catastrophes naturelles liées au climat entraînent des problèmes de sécurité importants. Il ne faut plus s'intéresser uniquement (ou du moins principalement) aux guerres civiles dans les régions en développement, qui ont été au centre des préoccupations pendant de nombreuses années, mais examiner d'autres types de résultats en matière de sécurité, allant des conflits entre États aux incidences du climat sur les manifestations et les émeutes, et étudier les incidences directes sur la sécurité des économies à revenu intermédiaire et même des économies avancées. De plus, il faut une meilleure compréhension des mécanismes, ou des voies par lesquelles les changements dans l'environnement conduisent à un comportement conflictuel. Finalement, Cullen Hendrix rappelle qu'il faut une évolution vers une réflexion sur les effets de second ordre du changement climatique, ou une réflexion sur les conséquences sécuritaires des mesures prises par les communautés humaines pour s'adapter au changement climatique ou pour l'atténuer. Pour M. Hendrix, la sécurité climatique a beaucoup évolué au cours du dernier siècle, notamment avant les années 2000 (avant que le terrorisme ne prenne le dessus). La sécurité climatique, en tant que sujet d'intérêt scientifique, est devenue beaucoup moins marginale au fil du temps. L'intérêt pour le terrorisme est globalement plus important, mais il est resté stable au cours des deux dernières décennies et a même diminué récemment. En revanche, l'intérêt pour la sécurité climatique a augmenté de près de 3000 %. Un autre changement a consisté à ne plus se concentrer uniquement sur les guerres civiles comme celle de Syrie, mais à réfléchir aux effets des facteurs liés au climat sur d'autres résultats en matière de sécurité, pas uniquement dans les pays en développement, mais aussi dans les grandes puissances et les économies majeures. Il est désormais important de garder à l'esprit que pour lutter contre le changement climatique, nous devons changer, et que ce changement ne sera probablement pas anodin ou sans heurt. Il est merveilleux que les grandes économies se concentrent sur le changement climatique, mais nous devons changer de manière significative nos manières de penser et concevoir ce changement.

Simon Dalby, de l'Université Wilfrid Laurier mentionne que dans le rapport *An abrupt climate change scenario and its implications for United States national security*¹ produit en 2003 par le Département de la défense des États-Unis, le scénario du conflit était le plus probable. Pour lui, ce qui est déprimant, c'est que le conflit est considéré comme le résultat probable des changements climatiques, et non la coopération. Le climat et la sécurité dans le débat académique sont quelque peu différents que dans le débat politique. Le climat est devenu le centre d'intérêt le plus important dans les universités, mais son étude a eu tendance à être réduite depuis la fin des années 80. Ainsi, une question se pose : que se passe-t-il si l'on commence par l'étude du climat et pas seulement la sécurité ? On arriverait ainsi à un endroit bien différent que si l'on commence par la sécurité et par la suite le climat. En effet, si l'on commence par la science, l'urgence du changement climatique n'est pas quelque chose qui relève strictement du futur. C'est maintenant qu'il se produit : l'infrastructure agricole est en danger, les hivers, les tempêtes font des choses que nous n'avions jamais prévues. Simon Dalby intègre aussi la notion d'anthropocène à la discussion. La biodiversité et de nombreux autres éléments ont eu tendance à être évincés des discussions en raison de l'importance croissante de la crise climatique. C'est d'ailleurs ce qu'a fait une grande partie de la littérature, en particulier au cours de la dernière décennie. Mais que se passe-t-il si l'on commence par la sécurité nationale climatique ? En effet, si l'on examine la littérature scientifique sur le climat, on s'aperçoit qu'il y a une différence entre le climat et la sécurité nationale. M. Dalby explique que l'humanité riche et puissante décide de l'avenir du monde et la pensée conventionnelle en matière de sécurité est que nous devons protéger ce que nous avons et non ce que nous faisons. Une grande partie de la littérature indique que nous ne cherchons pas au bon endroit et que nous devrions utiliser des termes interdisciplinaires. Mais cela ne signifie pas que nous devons penser uniquement en termes transdisciplinaires et interdisciplinaires. Nous devrions penser à la planète comme un tout. Pour conclure, M. Dalby explique qu'il n'y a rien de normal dans les circonstances actuelles de la modernité, et le contexte historique plus large doit être compris.

Selon **Marcus King**, de *Georgetown University*, l'élaboration d'une politique sur le changement climatique a commencé aux États-Unis, puis en Europe. De 2007 à 2009, les organisations parlaient de la hausse du niveau de la mer. Alors que l'armée reste l'institution la plus digne de confiance aux États-Unis et que la sécurité climatique a pu transcender les partis, la construction d'une communication des pratiques a commencé autour d'un projet politique à Washington en 2013, avec la formation d'un groupe de travail sur la sécurité climatique. Pour informer le Conseil de sécurité de l'ONU, il fallait préparer un ordre du jour reconnu par toutes les nations. Le reste de l'année 2024 sera critique pour la sécurité climatique et la géopolitique. Les prochaines élections américaines pourraient apporter des solutions plus hostiles ou plus cruciales pour construire sur la sécurité du changement climatique. Nous aurons donc soit un capital politique renouvelé sur lequel nous pourrions nous appuyer pour poursuivre les progrès en matière de sécurité climatique, soit, plus probablement, un mélange de dynamiques politiques qui émergeront de manières inattendues. L'une de ces dynamiques inattendues est le rythme des événements météorologiques extrêmes, des catastrophes liées au climat, qui s'accélère. Aujourd'hui, les impacts climatiques ne laissent aucune partie des États-Unis à l'abri. C'est ainsi que le dialogue s'est réellement modifié, du moins à Washington. L'intensification du dérèglement climatique coïncide donc également avec cette période cruciale pour la sécurité mondiale, notamment avec l'invasion russe en Ukraine, le conflit armé au Moyen-Orient et les turbulences politiques qui pourraient détourner l'attention de la sécurité climatique. De nombreuses autres élections en 2024 pourraient transformer la façon dont nous percevons les défis liés à la sécurité climatique. Ainsi, pour naviguer dans ces eaux troubles, il est nécessaire d'avoir l'attention du personnel chargé de la sécurité nationale et de la politique étrangère, tant ici qu'à l'étranger et dans les pays alliés. Il faut développer une culture climatique afin d'être mieux préparés à communiquer sur des défis particulièrement complexes dans le discours public. L'innovation future pour l'enseignement supérieur, tant pour les professionnels que

¹ Schwartz, P., & Randall, D. (2003). *An abrupt climate change scenario and its implications for United States national security* (Vol. 22). Washington: eDC DC: US Department of Defense.

pour les étudiants, est désormais axée sur le renforcement de la communauté, mais aussi sur la facilitation des moyens de recherche pour dépasser le cadre conceptuel limité. Cela inclut donc des efforts continus pour intégrer la sécurité climatique dans la formation militaire professionnelle et c'est ce qui peut vraiment assurer la continuité, la compréhension et la construction de cette communauté.

Sharon Burke, qui représente *Ecospherics*, parle de la transition américaine, de l'importance de l'armée aux États-Unis pour la sécurité climatique. Pendant longtemps, le dialogue sur ces deux sujets s'est poursuivi. S'inquiétant de la sécurité énergétique, tout en étant aussi dépendants des importations de pétrole dont les prix augmentaient, les États-Unis ont considéré le climat comme une question distincte. La première fois que le département de la Défense a produit une recherche dédiée à la sécurité climatique était en 2003. Au sein du gouvernement américain, les forces armées sont de loin le plus grand consommateur d'énergie ce qui pourrait servir de catalyseur pour la décarbonation. Nous avons constaté de nombreux progrès en matière de recherche, de développement, d'essais, d'évaluation, d'investissements dans la définition des besoins, avec des paramètres de performance énergétique. L'élection américaine de 2024 représente un carrefour dans le domaine climatique. En fonction du résultat, il y a un risque que des travaux s'arrêtent ou que de nouveaux travaux ne se mettent pas en place. La définition même de sécurité est difficile à établir aujourd'hui avec des guerres très dangereuses qui affectent directement nos intérêts et nos engagements. Mais la façon dont nous définissons la sécurité doit inclure les impacts que nous percevons sur l'eau, l'énergie, l'efficacité des ressources, le changement climatique, la perte de biodiversité, la pollution des plastiques, etc. Tous ces éléments vont définir la sécurité dans les années à venir et risquent d'accélérer l'instabilité. Mme Burke craint que les gouvernements ne soient pas prêts pour cela. Le fossé entre le travail intellectuel et le travail des praticiens se doit d'être comblé.

Katie Woodward, du *CCASCOE*, nous rappelle que nous en savons de plus en plus sur les facteurs du changement climatique, mais qu'il est beaucoup plus difficile d'expliquer comment procéder pour apporter des changements aux pratiques. L'effort, les ressources et l'énergie consacrés aux nouvelles insécurités en matière de changement climatique démontrent l'acceptation de la nouvelle norme que constitue le changement climatique actuel et la nécessité de se préparer pour l'avenir. Il y a encore un énorme degré de balbutiement dans la recherche. Katie Woodward explique que nous en savons beaucoup plus aujourd'hui sur les moteurs du changement, mais c'est au niveau des systèmes complexes dans lesquels ils opèrent qu'il y a une réelle incertitude. Dans le secteur militaire, de nombreuses personnes prennent de nouvelles initiatives en matière de sécurité climatique. Mais ce n'est pas nouveau, explique-t-elle. En regardant ce qui a été fait auparavant, nous nous retrouvons avec une base très solide qui regroupe des décennies de recherche. La sophistication des méthodes analytiques que nous pouvons utiliser pour comprendre les problèmes s'est considérablement accrue. Nous sommes également en mesure d'extrapoler des modèles vraiment intéressants à partir de la synthèse d'un grand nombre d'ouvrages. Ce que nous devons être en mesure de faire tout au long de la recherche, c'est de la soutenir, car tout ce qui nous intéresse nécessite un financement. Le financement provenant des gouvernements et les investissements que nous voyons dans ces sujets doivent être priorisés parce que ce financement filtre également vers les universités et les instituts de recherche. Pour Mme Woodward, la défense est la pierre angulaire de la stabilité et de la sécurité, et nous devons être en mesure de lui fournir les données et les prévisions nécessaires pour qu'elle puisse opérer à l'avenir. Avec agilité, nous devons être en mesure de nous défendre, de nous équiper et de répondre à un ensemble de défis de plus en plus complexes, ce qui exige que nous comprenions beaucoup mieux le contexte dans lequel tous ces facteurs et toutes ces disciplines interagissent. L'un des moyens d'y parvenir est d'assurer une certaine cohérence et d'harmoniser les termes que nous utilisons. De plus, il est important de comprendre ce qu'est la guerre et comment la sécurité climatique affecte nos armées. Cependant, le système est énorme et compliqué, c'est pourquoi des actions de soutien doivent être menées. Pour Mme Woodward, proposer davantage de forums de ce type est une occasion d'accroître le dialogue entre les praticiens et les universitaires, tout en maintenant la diversité des recherches dont nous avons besoin pour relever les défis qui vont survenir.

13h45-15h15 | **Panel 2 – La transition énergétique**

Modératrice : Gabrielle Daoust, University of Northern British Columbia

Conférencier.ère.s :

- **Wsewolod Rusow, ENSEC COE**
- **Noémie Rebière, IRIS**
- **Daniel Scholten, University of Minnesota**
- **Angélique Palle, IRSEM**
- **Cullen Hendrix, Peterson Institute for International Economics**

Wsewolod Rusow, du *NATO Energy Security Centre of Excellence* explique qu'il y a quelques années, on leur a demandé de commencer à réfléchir à un concept énergétique opérationnel global de l'OTAN. Il s'agit de préparer la transition de l'énergie en tant que produit de base pour les forces militaires vers une capacité à grande échelle. Il s'agit donc d'un processus d'apprentissage pour le domaine de la défense. Pour l'OTAN, la transition énergétique ne consiste pas à présenter ou à mettre en œuvre de nouveaux dispositifs sophistiqués pour les forces armées. C'est pourquoi, si on veut réussir la transition énergétique, nous devons commencer par le processus de planification des capacités. Beaucoup ont mentionné les carburants durables, les sources renouvelables comme le solaire, l'éolien, etc. M. Rusow évoque les travaux qu'il a menés sur le concept énergétique opérationnel de l'OTAN au cours des deux dernières années. L'accent est mis sur la transition des forces de l'OTAN vers la sécurité énergétique. Il insiste sur le fait qu'il faut passer d'une conception de l'énergie comme un produit de base à une conception de l'énergie comme une capacité à part entière pour les opérations militaires. Leur projet vise à intégrer la planification énergétique dans les processus de planification des capacités. Bien qu'il mentionne diverses sources d'énergie alternatives telles que les carburants synthétiques et les énergies renouvelables, la principale préoccupation est de comprendre les besoins en énergie pour des tâches spécifiques. Il estime que cette approche, plutôt que de se concentrer uniquement sur les sources d'énergie, conduira à une utilisation plus efficace de l'énergie et à une réduction des émissions, contribuant ainsi à la sécurité climatique. L'interopérabilité entre les États membres de l'OTAN est essentielle pour harmoniser les efforts en matière de transition énergétique, en particulier en ce qui concerne les sources d'énergie renouvelables. Il souligne la nécessité de planifier la transition énergétique bien à l'avance afin de s'assurer que les moyens militaires pourront servir pendant des décennies. M. Rusow invite finalement les participants à prendre part à une conférence sur la transition énergétique pour les forces militaires qui aura lieu en octobre 2024. Dans l'ensemble, la présentation souligne

² *Idem.*

l'importance d'intégrer la planification énergétique dans les opérations militaires afin d'améliorer l'efficacité, de réduire les émissions et de garantir l'efficacité opérationnelle.

Noémie Rebière, de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), donne un aperçu des défis et des complexités de la transition énergétique au sein des forces armées, en soulignant des questions telles que la dépendance au pétrole, les délais de transition des équipements et la nécessité d'un changement de paradigme dans les mentalités. Elle souligne l'importance de réduire la dépendance aux produits pétroliers, à court et moyen terme, et insiste sur la nécessité pour l'industrie de la défense de développer des équipements militaires carboneutres. En prenant l'exemple des forces françaises, elle illustre la forte dépendance aux produits pétroliers et les défis posés par les opérations extérieures où le pétrole est la principale source d'énergie. Mme Rebière évoque la longue durée de vie des équipements militaires, qui complique la transition vers des sources d'énergie plus durables. Elle aborde également l'augmentation de la consommation d'énergie des nouveaux équipements militaires et la nécessité d'éduquer et de former le personnel militaire en conséquence. Mme Rebière suggère que le moyen le plus simple et le plus rapide de décarboner les activités militaires est la mobilité opérationnelle et les changements d'infrastructure sur les territoires nationaux et les opérations extérieures. Elle souligne l'importance de la résilience et de l'autonomie dans les opérations militaires, qui peuvent être obtenues grâce à des sources d'énergie renouvelables telles que les panneaux solaires et les batteries. Elle reconnaît toutefois les défis culturels et politiques associés à la transition énergétique au sein des cercles militaires et politiques, soulignant la nécessité d'une approche systémique qui tienne compte de l'interdépendance des différents secteurs.

Daniel Scholten, de l'Université du Minnesota a parlé de la géopolitique de la transition énergétique. Il se penche sur les aspects multiples de la transition énergétique, en se concentrant particulièrement sur ses implications pour la géopolitique, la technologie et la dynamique économique. Il met en lumière l'évolution du paysage de la sécurité énergétique, en insistant sur le passage aux sources d'énergies renouvelables et sur son impact sur la dynamique du pouvoir mondial. La discussion porte sur la nature changeante des marchés de l'énergie, avec un accent croissant sur la production décentralisée et la disponibilité généralisée des ressources renouvelables. Daniel Scholten explore les implications géopolitiques de cette transition, y compris le potentiel de relations plus symétriques entre les nations et la dépolitisation du commerce de l'énergie. Il discute des défis posés par le besoin de matériaux et de minéraux critiques dans les technologies renouvelables, notant l'importance des capacités de traitement nationales. Il aborde également les opportunités et les défis associés à la production locale d'énergie, notamment en termes d'emploi et d'autonomie régionale. En outre, M. Scholten aborde les aspects économiques de la transition énergétique, en soulignant l'émergence de nouvelles industries et le déclin des secteurs traditionnels des combustibles fossiles. En revanche, il ne faut pas négliger qu'on parle de carboneutralité, pas de zéro pétrole : les compagnies pétrolières seront encore présentes pendant un certain temps. Il met aussi en garde contre la négligence des impacts socio-économiques de cette transition, soulignant la nécessité d'une approche juste et inclusive. Il termine sa présentation par un appel à une plus grande coopération internationale et à une action collective pour relever efficacement les défis de la transition énergétique, en soulignant l'importance d'équilibrer les stratégies nationales avec les considérations de sécurité mondiale. Dans l'ensemble, Daniel Scholten fournit une analyse complète des complexités et des implications de la transition énergétique dans le contexte de la géopolitique et des efforts de durabilité au niveau mondial.

Angélique Palle, de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) explique qu'en plus de l'aspect géopolitique, il faut aussi se pencher sur le côté local et sur la manière dont il est lié à l'insécurité climatique. De nombreux travaux d'historiens et de sociologues montrent que les transitions précédentes ont entraîné des changements majeurs et critiques dans l'économie sociale et le paysage politique. Les sciences sociales s'interrogent donc actuellement sur le type de changement que la transition apportera à nos sociétés. La transition remodèle ou du moins remet en question les structures et les jeux de pouvoir existants au sein des systèmes énergétiques. Pour Mme Palle, dans la transition énergétique actuelle, de nouveaux défis se posent en matière d'autonomisation locale. Les choses peuvent mal tourner dans cette hyper transition. L'exemple de l'île de Sein met en lumière le type de problèmes que l'on peut observer avec cette transition énergétique. Ces problèmes sont liés aux jeux de pouvoir qui se déroulent. Qui a la légitimité pour mener à bien la transition ? Quelle voie de transition est la mieux adaptée localement ? Qui sont les gagnants et les perdants dans cette transition ? Cette perspective locale permet donc de relier les questions de climat et de sécurité aux forces locales qui sont ébranlées par la transition énergétique en cours. En tant qu'États démocratiques, nous devons tout faire en notre pouvoir pour comprendre leur perspective. L'atténuation, l'adaptation et la résilience au niveau local sont liées à la sécurité climatique.

Pour **Cullen Hendrix**, du *Peterson Institute for International Economics* nous entrons dans le crépuscule de l'ère des hydrocarbures, qui a façonné la géopolitique dans une très large mesure au cours du siècle dernier. La transition vers des marines alimentées au pétrole et l'essor du transport automobile au début du XXe siècle ont déclenché une ruée des grandes puissances pour s'assurer l'accès au pétrole et, plus tard, au gaz naturel. Les chaînes d'approvisionnement pour les batteries et les pièces détachées sont dominées par la Chine, qui a investi pendant une décennie dans ce domaine. Ces batteries sont nécessaires à la décarbonisation de nos économies, ce qui signifie que la course à la sécurisation des minerais critiques est aussi une course au développement et à la mise en marché de technologies vertes comme les batteries au lithium-fer-phosphate par exemple. La dépendance à la Chine crée des vulnérabilités stratégiques. Par exemple, les contrôles chinois à l'exportation du graphite pousse les alliés des États-Unis à diversifier leurs sources d'approvisionnement pour des raisons de sécurité nationale. La politique industrielle est donc à prendre en compte pour orienter la croissance économique vers des secteurs spécifiques. Cette politique industrielle nous permet d'utiliser des politiques gouvernementales, fiscales, réglementaires, commerciales et d'investissement pour développer intentionnellement des industries d'intérêt stratégique vital. L'administration Biden a pris l'habitude de qualifier ses investissements dans les énergies renouvelables nationales et les chaînes d'approvisionnement des véhicules électriques de « moonshot », en les comparant à la course à la lune. La solution devra être moins proche du programme Apollo et plus proche de la Station spatiale internationale – un effort collaboratif et multinational. Les États-Unis ne peuvent pas faire cavaliers seuls.

Modératrice : Pauline Baudu, Université du Québec à Montréal

Conférencier.ère.s :

- Alexandre Giguère and Bruno Charbonneau, Royal Military College Saint-Jean
- Niklas Heijl Bremberg, Stockholm University
- Thor Olav Iversen, NUPI
- Anessa Kimball, Université Laval

Alexandre Giguère et **Bruno Charbonneau**, du Collège militaire royal de Saint-Jean, viennent parler de leurs travaux en cours. Il s'agit d'un travail de longue haleine en raison des problèmes de traduction entre la physique quantique et les sciences politiques qui vise à combler le fossé entre la science et l'application des politiques. **Bruno Charbonneau** a débuté son allocution en parlant du fait que peu de travaux sur le changement climatique ont le potentiel de changer la prise de décision en la matière. Les politiques et la prise de décision devraient s'adapter au changement climatique. Ces discussions sur le concept de « polycrise » donnent l'impression que nous vivons dans un monde de maux continus ou de crises systémiques multiples qui s'entremêlent, rendant les choses non seulement plus complexes, mais aussi moins prévisibles, voire impossibles à gérer. Ce paradigme est limité, voire carrément trompeur, car il limite les solutions possibles. Trop d'organisations ont des approches en silos inadéquates pour des solutions à long terme. Ainsi, le concept de crise ici pointe vers l'interaction de crises multiples. En essayant d'établir une relation de cause à effet, on sous-estime l'importance accordée par la défense au changement climatique et à ses liens avec le monde entier. La recherche, la politique et la pratique nous permettent de voir plus clairement les solutions possibles. De son côté, **Alexandre Giguère** a expliqué l'exploration des outils d'apprentissage automatique pour nous aider à gérer l'incertitude et ce que cela signifie pour les processus de prise de décision. L'un des défis auxquels nous sommes confrontés lorsque nous parlons de sécurité climatique est l'immense incertitude qui entoure certains aspects du changement climatique. Par exemple, la sensibilité du climat au point de basculement climatique et l'incertitude socio-économique concernant l'impact sur notre société sont des incertitudes importantes qui entourent la question. La science n'est rien comparée à l'incertitude qui émerge lorsque que notre société s'adaptera et se transformera pour se sortir des combustibles fossiles. Il faut donc prendre en compte l'impact d'un large éventail de facteurs de stress liés au climat, tels que les vagues de chaleur, les incendies de forêt, les inondations, les sécheresses et l'élévation du niveau de la mer. Il est important de comprendre que nos infrastructures, nos systèmes de gouvernance et nos systèmes économiques sont façonnés par le système de la terre et modifient celui-ci. Une méthodologie intégrée qui remet continuellement en question les hypothèses politiques et leurs conséquences est coûteuse. L'éventail des futurs à envisager permet de contrôler et d'adapter les plans et les options de décision en fonction d'un large éventail de possibilités. C'est sur ce point que les chercheurs travaillent actuellement, c'est à dire, un modèle qui décrit l'interaction entre l'alimentation, l'énergie et l'eau pour l'Afrique de l'Ouest. Les données sont récupérées à travers de nombreuses bases de données gérées par des organisations telles que la Banque mondiale, le Programme alimentaire mondial, et d'autres. Il faut espérer que ce genre de modèles permettront de mieux orienter les politiques dans le domaine de la sécurité climatique. Plus le modèle est exhaustif, mieux il est équipé pour décrire correctement la nature complexe de ces dynamiques. Ainsi, les chercheurs commencent par un plus petit modèle, mais en ayant comme objectif de réaliser des scénarios climatiques futurs plus élaborés.

Niklas Heijl Bremberg, de l'Université de Stockholm, souligne son implication dans un programme de recherche axé sur la géopolitique de la durabilité. Les leçons tirées de son travail pendant la présidence suédoise de l'UE en 2023 évoquent des idées pour faire avancer le programme politique en matière de sécurité climatique. Il évoque les collaborations et les travaux universitaires, soulignant l'importance de la coopération entre les sphères de la recherche et de la politique. M. Bremberg a discuté de l'évolution de la politique de sécurité climatique de l'UE, notant son émergence en tant que question importante croisant les politiques étrangères, de sécurité et de défense. Il souligne que l'UE reconnaît que le changement climatique est un multiplicateur de menaces pour la sécurité et qu'elle s'efforce de relever les défis liés au climat dans ses documents d'orientation. Toutefois, il reconnaît les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'initiatives diverses, dont les formations à la sécurité climatique, en raison de la résistance des États membres. Il aborde aussi la question de l'allocation des ressources financières de l'UE pour les projets liés au climat et la difficulté d'étiqueter les projets de manière appropriée. Des initiatives de sensibilisation et une collaboration accrue entre les décideurs politiques, les chercheurs et les praticiens sont nécessaires pour relever efficacement les défis de la sécurité climatique. Enfin, il souligne l'importance de la création d'une communauté de pratique pour faciliter le partage des connaissances et l'action commune face aux problèmes de sécurité climatique.

Anessa Kimball, de l'Université Laval, explique que nous nous tournons vers l'OTAN et des partenaires puissants, mais nous ne parlons pas des pays plus petits comme la République tchèque. Nous devons parler à nos partenaires de manière à ce qu'ils nous comprennent, car ce ne sont pas tous les enjeux qui les touchent. Par exemple, on évoque souvent que l'Arctique est la ligne de front du changement climatique. L'Arctique ou le niveau de la mer, ce sont des enjeux auxquels nous pensons ici au Canada alors que des pays comme la République tchèque n'ont pas de mer près de leurs côtes. Anessa Kimball pense donc que nous devons être très prudents à ce sujet au Canada et en Amérique du Nord lorsque nous parlons de ces sujets, car ces pays, qui sont des partenaires d'Europe centrale et orientale, ont des capacités extrêmement limitées. Nous leur demandons déjà de faire beaucoup de choses, et ils sont à la limite de leurs capacités. Pour changer les manières de penser sur la sécurité climatique, il faut changer une culture et des structures qui résistent au changement, comme ce fut le cas pour les femmes en études de sécurité il y a une vingtaine d'années. Prof Kimball aimerait donc que nous tirions les leçons de cette expérience dans le domaine de la sécurité climatique, car nous disposons d'un grand nombre d'experts qui ont relevé ce défi. Nous devons faire en sorte que nos forces militaires se considèrent comme les gardiens de notre planète. L'utilisation d'armes n'arrêtera probablement jamais, mais nous devons être un peu plus pragmatiques et connaître l'empreinte de ces systèmes sur l'écosystème. Il faut toutefois réfléchir de manière beaucoup plus systématique à ce que cela signifie en termes de défense militaire. Nous savons déjà que les armées, dont l'armée américaine, ont une empreinte carbone très élevée et que l'armée canadienne est l'un des acteurs dont l'empreinte carbone est la plus importante au Canada. Il est donc intéressant de penser aux militaires en tant que gardiens de la planète, car c'est là qu'ils exercent leurs activités et qu'ils essaient littéralement de protéger le territoire sur lequel nous vivons. Il faudrait donc formuler les choses de cette manière pour que ces militaires puissent comprendre leur impact. Anessa Kimball a trouvé un peu d'inspiration dans son allocution avec le thème de l'action collective. Les capacités des pays sont importantes et le changement climatique est l'un des domaines le plus difficiles à aborder. Les institutions mettent en évidence trois types d'incertitude. Le premier est l'incertitude quant à l'état futur du monde. Le deuxième est l'incertitude quant aux préférences de nos partenaires. Le troisième est l'incertitude quant aux conséquences de la coopération à l'heure actuelle. Prof Kimball pense donc qu'il est nécessaire de mieux comprendre ces questions pour convaincre les gouvernements du fait qu'il serait favorable pour eux d'investir dans la coopération. L'idée est d'obtenir des résultats à long terme.

9 AVRIL 2024

9h00 – 10h30 | [Panel 4 – Les émissions de carbone de l'armée](#)

Modératrice : Sarah-Myriam Martin-Brûlé, Bishop's University

Conférencier.ère.s :

- Samu Paukkunen, Head, Climate and Energy Security Section, NATO HQ
- Linsey Cottrell, CEOBS
- LCol David Burbridge, Canadian Armed Forces
- Lloyd Chubbs, CJOC

Samu Paukkunen, *Head of Climate and Energy Security Section, NATO HQ*, explique que son objectif est d'expliquer pourquoi l'OTAN est impliquée dans ce domaine, ce qui y est fait et ce qu'elle prévoit. Or la question importante demeure de savoir pourquoi l'OTAN s'implique. Les politiques de l'OTAN soulignent déjà que le changement climatique est un défi pour l'OTAN et l'humanité. Il y a un appel à plus d'analyse de sécurité pour le changement climatique. Même si nous disposons de plusieurs articles guidant l'OTAN, une coordination est nécessaire et on se doit de comprendre et proposer une analyse réelle pour montrer les résultats réels du changement climatique. Ce sont précisément les forces armées qui doivent répondre aux effets et à la destruction du climat. Au sein de l'OTAN, plusieurs aspects du changement climatique sont étudiés : la sensibilisation, la compréhension des défis sécuritaires, l'adaptation, les litiges et l'atténuation. En matière d'atténuation, M. Paukkunen explique que l'OTAN est avant tout une plateforme pour les 32 pays, qui la traduisent en engagements en matière de sécurité. L'objectif est de construire une compréhension commune autour de l'adaptation de la sécurité pour tous les alliés. Cela conduit à ce que les alliés s'accordent sur les implications du changement climatique en matière de sécurité et conviennent de solutions communes. En même temps, ce secteur présente un risque pour l'armée si on commence à agir sur différentes industries en utilisant différentes technologies, nuisant à l'interopérabilité des systèmes. L'inclusion de pays tiers non fiables ou hostiles dans les chaînes d'approvisionnement peut provoquer des risques de sécurité. M. Paukkunen affirme qu'on a vu récemment comment la Russie a joué la carte de l'énergie et qu'on doit éviter une dépendance excessive à l'égard des batteries chinoises. L'atténuation de ces risques ne sera possible que si l'OTAN s'adapte à l'environnement international et que sa stratégie est conçue de manière à bien appréhender ces risques. Harmoniser les mécanismes et aligner la façon dont nos armées abordent réellement la transition énergétique est une façon de débiter. Tous les moyens et les installations de l'OTAN permettent d'avancer dans l'élaboration d'une feuille de route concernant le déploiement des technologies. Pour permettre un échange de connaissances et d'expériences sur les mesures déjà mises en place, l'OTAN a élaboré un recueil de bonnes pratiques. Il présente et souligne les actions en matière de défense verte, d'énergie intelligente et de mesures d'adaptation et d'atténuation. À l'avenir, l'OTAN espère exploiter cette manière de faire pour soutenir les alliés dans l'élaboration de politiques nationales afin d'atteindre leurs objectifs en matière d'atténuation.

Linsey Cottrell, du *Conflict and Environment Observatory (CEOBS)*, a fait une présentation sur les ONG, les attentes des militaires et les ambitions internationales en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) militaires. Les ONG environnementales soulignent l'importance du suivi et de la notification des émissions de GES des armées. Le manque de données sur les émissions militaires entrave l'élaboration de stratégies d'atténuation efficaces. Mais un certain progrès a été réalisé, alors que des entités comme l'OTAN, le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis ont élaboré des stratégies de lutte contre le changement climatique pour leurs armées. L'opinion publique, telle qu'elle ressort des enquêtes, soutient les efforts déployés par l'armée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le groupe d'experts des Nations unies expose les principes d'une action climatique transparente et efficace, applicable aux armées. Des problèmes d'écoblanchiment existent, soulignant la nécessité de rapports transparents et de véritables efforts de réduction des émissions. Les lacunes en matière de données et les incohérences dans les rapports entravent les progrès dans la lutte contre les émissions militaires. Les pratiques de passation de marchés doivent tenir compte des incidences sur l'environnement, et les rapports sur les émissions de GES ne doivent pas se limiter à la question du carbone. De plus, les plans climatiques nationaux et de l'UE négligent souvent les émissions militaires, ce qui souligne la nécessité d'améliorer les rapports et les mesures d'atténuation. La CCNUCC devrait améliorer la transparence des rapports, en particulier en ce qui concerne les contributions de la défense à la réduction des GES. Un appel est lancé en faveur de plans climatiques nationaux inclusifs qui prennent en compte les perspectives des communautés affectées et des groupes marginalisés. Finalement, il faut comprendre que la guerre est mauvaise pour l'environnement. La CCNUCC ne prévoit pas la déclaration des émissions liées aux conflits. Des recherches ont été menées, mais il n'existe pas de cadre internationalement reconnu. On note toutefois qu'il y a l'initiative sur la comptabilisation des GES liés à la guerre qui a entrepris des recherches sur la guerre en Ukraine. Mme Cottrell, note trois points importants : les stratégies d'atténuation doivent être soutenues par le suivi et la déclaration des GES, les rapports doivent être transparents et solides et les défis doivent être signalés, ce qui est particulièrement important dans les domaines où la décarbonisation est difficile, tels que l'aviation et la marine. Il n'y a donc pas de compréhension commune de ce que les armées devraient faire et des meilleures pratiques. Nous devons remettre en question le statu quo, car nous voulons que les meilleures pratiques deviennent la norme, et il faut que les ententes soient bien conçues, pour s'assurer que les impacts sur le climat soient pris en compte. Finalement, il faut se rappeler qu'il ne s'agit pas seulement de l'empreinte carbone, et qu'il faut une vision plus large de ce qui affecte le climat. Nous devons mieux expliquer pourquoi certaines choses sont faites ou pourquoi d'autres ne le sont pas.

LCol David Burbridge, des Forces armées canadiennes a ouvert sa présentation en nous rappelant l'importance d'avoir tout le monde sur le pont (*all hands on deck*). Il est aussi nécessaire de donner une voix à tous les secteurs qui sont impliqués dans le défi. Pour assurer la sécurité de son territoire et de ses populations, l'OTAN va continuer à remplir trois tâches essentielles : la défense collective, la gestion des crises et la sécurité coopérative. En ce sens, LCol Burbridge a rappelé à l'audience que les réponses de l'OTAN au changement climatique ne peuvent inclure des mesures qui réduiraient l'efficacité militaire. Pour le moment, les opérations militaires reposent presque

entièrement sur des carburants à base de carbone. Si l'on veut maintenir l'efficacité militaire dans le temps, il faut aussi disposer de moyens durables. Mais la force militaire reste nécessaire pour dissuader. Les véhicules, mais aussi les infrastructures, doivent être analysés pour voir comment l'institution militaire peut s'améliorer. Il s'agit donc d'un défi logistique considérable alors que l'OTAN doit être préparée à toute éventualité d'un scénario de défense collective à grande échelle. L'OTAN se définit non seulement par la nature fondamentale de la défense collective de l'Alliance, mais aussi comme une communauté de pays partageant les mêmes idées, caractérisées par la cohésion politique, les valeurs démocratiques libérales et l'engagement en faveur de la stabilité internationale. L'objectif stratégique de l'OTAN est qu'elle demeure une organisation interopérable et dotée d'une capacité énergétique favorisant la compréhension approfondie de l'environnement de l'énergie. Le LCol David Burbridge aimerait beaucoup avoir des véhicules électriques sur le champ de bataille, mais rappelle que nous avons besoin d'une grande avancée technologique avant d'y arriver. La transition énergétique ne sera pas de courte durée et les armées doivent être pleinement capables de réagir pendant ce processus. Durant ce processus, l'OTAN aura besoin de personnel en mesure d'argumenter en faveur d'investissements vers cette transition. Il sera nécessaire de disposer de données et de personnes compétentes qui savent comment opérationnaliser cette transition.. Ainsi, beaucoup d'apprentissage et de petits échecs seront nécessaires, mais il faut être en mesure de montrer aux individus la valeur de la transformation et avancer pas à pas.

Lloyd Chubbs, du Commandement des opérations interarmées du Canada (COIC), présente son parcours militaire et son intérêt récent pour les projets environnementaux au sein des organisations de défense. Ayant passé plus de 30 ans dans l'armée, y compris dans des rôles liés aux projets énergétiques et à l'approvisionnement, M. Chubbs exprime sa frustration face à la lenteur des progrès en matière de réduction des émissions, en dépit d'une planification approfondie. Il met en évidence des défis tels que la résistance culturelle et les processus d'approvisionnement complexes. Il réfléchit aux défis que représente la traduction des objectifs stratégiques en résultats concrets, en soulignant la nécessité de solutions pratiques et d'une gestion efficace des ressources. Il aborde diverses initiatives visant à réduire les émissions de carbone et à renforcer la durabilité dans le cadre des opérations militaires, en mettant en évidence les réussites et les défis actuels. Malgré les efforts déployés pour réduire la consommation de carburant et améliorer l'efficacité énergétique, il identifie un manque d'exigences claires et une résistance organisationnelle au changement comme des obstacles importants. En outre, Lloyd Chubbs examine les initiatives en cours visant à réduire les émissions de carbone et à améliorer la gestion de l'énergie dans le cadre des opérations de défense. Il plaide pour une plus grande attention aux préoccupations environnementales et pour des mesures proactives au sein des organisations de défense, suggérant que la prise en compte de ces questions est cruciale pour la durabilité à long terme. Il aborde les barrières organisationnelles et culturelles au sein des processus d'approvisionnement de la défense, en plaidant pour une plus grande sensibilisation et une priorisation des considérations environnementales. Il souligne l'importance d'une participation active à la définition des besoins et d'une influence sur les décisions en matière d'acquisition afin de susciter des changements significatifs. Dans l'ensemble, M. Chubbs souligne la nécessité de solutions pratiques et d'un engagement organisationnel pour relever efficacement les défis environnementaux dans le contexte militaire.

10h45-12h15 | **Panel 5 – Les défis militaires et politiques**

Modérateur : Bruno Charbonneau, Royal Military College Saint-Jean

Conférencier.ère.s :

- **Dhanasree Jayaram, Manipal Academy of Higher Education**
- **Allison Brown, US Army Climate Directorate**
- **Simon Dalby, Wilfrid Laurier University**
- **Sarah-Myriam Martin-Brûlé, Bishop's University**

Dhanasree Jayaram, de la *Manipal Academy of Higher Education*, exprime son intérêt pour la discussion sur la construction géopolitique de l'Indopacifique, en se concentrant particulièrement sur la sécurité climatique dans la région. Elle travaille sur la sécurité environnementale et climatique en Inde et note que les perspectives sur la sécurité climatique varient d'un pays et d'une région à l'autre. La présentation souligne le peu d'importance accordée aux conflits dans les discussions sur la sécurité climatique dans des régions comme l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, l'accent étant davantage mis sur les priorités en matière de développement. Les crises économiques, exacerbées par le changement climatique, sont abordées, en particulier dans des pays comme le Sri Lanka et le Pakistan. Les défis liés à la mise en œuvre des initiatives en matière de changement climatique, en particulier dans les pays disposant de ressources limitées, sont mis en exergue. Mme Jayaram aborde brièvement des questions telles que la gestion des ressources, la transition énergétique et l'impact du changement climatique sur les processus de recrutement dans les zones touchées. Elle mentionne des initiatives telles que l'initiative de résilience de la chaîne d'approvisionnement et les efforts déployés par des organisations telles que l'ANASE pour traiter les questions de sécurité climatique. Toutefois, elle reconnaît également les difficultés liées à la coopération entre les acteurs et les préoccupations des militaires concernant l'impact du changement climatique sur les opérations. Mme Jayaram suggère que le changement climatique peut à la fois entraver et faciliter la coopération entre les nations, en citant des exemples tels que les schémas de migration influencés par des facteurs liés au climat. Dans l'ensemble, la présentation met en évidence l'intersection complexe de la sécurité climatique, de la géopolitique et de la coopération dans la région indopacifique, en soulignant la nécessité d'efforts concertés pour relever efficacement ces défis.

Allison Brown, de la *US Army Climate Directorate*, a abordé la question de la sécurité climatique, en soulignant l'importance de combiner les données physiques avec l'expérience humaine. Elle souligne la nécessité d'une coordination entre les secteurs et l'importance de données localisées et adaptées au contexte pour comprendre les questions de sécurité climatique. L'opérationnalisation des concepts de sécurité climatique représente un défi et il est difficile de passer de la découverte à l'application, en particulier dans le contexte militaire. Mme Brown discute des impacts du changement climatique sur l'armée américaine, citant des exemples d'événements météorologiques extrêmes qui ont causé des dommages importants aux installations militaires. Elle décrit la réponse de l'armée américaine au changement climatique, y compris les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et la prise en compte du changement climatique dans la planification et les opérations. Elle détaille les efforts déployés pour améliorer la résilience des installations, tels que la mise en place de micro réseaux et l'intégration de sources d'énergie renouvelables. En outre, Allison Brown évoque les stratégies d'adaptation de l'armée, notamment l'utilisation de technologies de pointe et la modernisation des équipements pour relever les défis à venir. Elle souligne l'importance des partenariats avec les alliés et les partenaires pour faire face aux menaces sécuritaires liées au climat et renforcer la résilience militaire. En conclusion, elle appelle à une action proactive en réponse au changement climatique et invite à la collaboration

pour développer des stratégies efficaces de réponse aux catastrophes et de prévention au sein de l'armée.

Simon Dalby, de l'Université Wilfrid Laurier, a réfléchi à la prise de conscience récente du rôle fondamental de l'humanité dans la détermination du climat, en soulignant la nécessité d'une nouvelle approche de la sécurité à la lumière de ce changement. Il mentionne les discussions récentes sur les urgences climatiques et l'importance d'une innovation rapide et d'une capacité d'adaptation pour y répondre. Il souligne les vulnérabilités aux phénomènes météorologiques extrêmes, en évoquant les pertes subies par l'armée de l'air américaine à cause des ouragans et les difficultés liées aux longs délais d'approvisionnement. Simon Dalby plaide en faveur de réponses souples et d'un abandon des approches traditionnelles de la sécurité climatique fondées sur les conflits. Il suggère de lier la mécanique céleste à des considérations opérationnelles pratiques et souligne le rôle de la combustion dans le changement climatique. Il propose des approches similaires aux traités de non-prolifération des armes nucléaires pour limiter la production de combustibles fossiles et plaide en faveur d'une meilleure surveillance et d'un meilleur suivi des émissions. Faisant le parallèle avec l'époque de la guerre froide, il souligne la nécessité d'un effort concerté pour lutter contre le changement climatique en tant que menace pour la sécurité mondiale. M. Dalby invite les décideurs politiques à donner la priorité à la collaboration et à l'action pour atténuer les conséquences destructrices de l'utilisation continue des combustibles fossiles.

Sarah-Myriam Martin-Brûlé, de l'Université Bishop's, aborde trois défis majeurs concernant l'intersection entre le renseignement et le changement climatique. Elle souligne que le changement climatique est une question transnationale qui a un impact sur la sécurité internationale et les populations nationales, et dont les répercussions se font sentir à l'échelle mondiale. Les services de renseignement et les organisations internationales intègrent de plus en plus le changement climatique dans leur travail, en particulier dans les opérations de maintien de la paix. Le premier défi mis en évidence est la difficulté de partager des informations entre les États et avec les acteurs non étatiques. Ce défi souligne la nécessité d'une collaboration et d'intérêts mutuels pour faire face aux menaces liées au climat. Le deuxième défi concerne le partage du fardeau des renseignements exploitables. Une fois les informations partagées, il faut décider qui doit agir, quand et comment, en tenant compte des priorités géopolitiques et en équilibrant les gains à court terme et la durabilité à long terme. Le troisième défi concerne les incitations et les avantages, car certains acteurs peuvent exploiter les conditions du changement climatique pour maximiser leurs gains, ce qui risque d'entraver les efforts déployés pour remédier à ses effets. Mme Martin-Brûlé illustre la façon dont le changement climatique exacerbe les conflits, influence le contrôle des ressources, les routes migratoires, les questions de gouvernance et les activités criminelles, soulignant la nécessité de mesures proactives pour atténuer ces risques.

14h00-15h30 | **Panel 6 – Les dynamiques régionales de la crise climatique**

Modérateur : Nicolas Hubert, UQAM

Conférencier.ère.s :

- **Ulrich Seidenberger, CCASCOE**
- **Gabrielle Daoust, University of Northern British Columbia**
- **Neda Zawahri, Cleveland State University**
- **Ayesha Siddiqi, University of Cambridge**
- **Anselm Vogler, IFSH**

Ulrich Seidenberger, du *CCASCOE*, commence par reconnaître la gravité de la crise climatique mondiale et donne un aperçu de son état actuel et des projections futures jusqu'aux années 2030 et 2040. Il met en évidence les phénomènes météorologiques extrêmes, la fonte des glaciers, les incendies de forêt et d'autres indicateurs du changement climatique observés en 2023, en insistant sur la menace existentielle qu'il représente. L'analyse de l'OTAN décrit l'effondrement du climat comme le défi le plus important. L'augmentation des températures entraînant l'érosion, les incendies de forêt et d'autres conséquences en font également partie. M. Seidenberger évoque l'interconnexion du changement climatique avec les conflits, la concurrence pour les ressources, les migrations et les pertes économiques, en soulignant la vulnérabilité des populations dans le monde entier. Il prévoit une augmentation significative des effets liés au climat, notamment des inondations côtières, des déplacements internes et des pertes économiques dépassant 1 000 milliards d'euros par an. Ainsi, la nécessité d'une coopération internationale en matière d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets se fait sentir. Pour l'avenir, il met en garde contre des phénomènes météorologiques extrêmes et dévastateurs, l'élévation du niveau des mers et le risque de migrations massives, soulignant l'urgence de changements politiques et économiques, transformateurs pour lutter contre le réchauffement de la planète. M. Seidenberger insiste sur l'alignement des évaluations scientifiques et des évaluations des services de renseignement et plaide pour des transformations immédiates et fondamentales des politiques, de l'économie et de la coopération internationale afin de faire face à la crise climatique de manière efficace avant qu'il ne soit trop tard.

Gabrielle Daoust, de l'Université de la Colombie-Britannique réfléchit à l'encadrement de son travail sur le changement climatique et la sécurité dans la région du lac Tchad, en se demandant s'il faut se concentrer sur les dynamiques régionales ou sur la conceptualisation et le développement des connaissances sur ces dynamiques. Elle souligne l'importance d'un examen critique des présupposés intégrés dans la réflexion sur la sécurité climatique, tels que les hypothèses sur le conflit par rapport à la coopération en réponse aux crises liées au climat. La discussion porte sur la question de savoir qui est au centre de la sécurité et comment les menaces sont représentées, en plaidant pour une évolution vers un centrage sur les personnes les plus touchées par les impacts du changement climatique. Mme Daoust remet en question le fait que les débats sur la sécurité climatique soient centrés sur l'État et la production externe de données sur les régions touchées. Ses recherches sur le changement climatique et l'insécurité dans la région du lac Tchad remettent en question l'idée que les conflits et la violence sont des conséquences inévitables du changement climatique, en mettant en évidence les réponses non violentes et les efforts des communautés pour gérer l'insécurité. Elle souligne l'importance des réponses collectives et des soins communautaires face aux insécurités qui se croisent, plaidant pour une évolution vers la solidarité et l'inclusion dans la lutte contre le changement climatique.

Neda Zawahri, de la *Cleveland State University*, exprime sa gratitude pour l'occasion qui lui est donnée de discuter de la sécurité de l'eau au Moyen-Orient. Elle souligne la vulnérabilité de la région face au changement climatique, en rappelant que son environnement est essentiellement aride et que sa population est en augmentation. Avec 97 % de terres désertiques, le Moyen-Orient est confronté à une grave crise de pénurie d'eau, exacerbée par la croissance démographique et des ressources en eau limitées. Le stress hydrique touche 90 % de

la population de la région, entraînant des épidémies de maladies d'origine hydrique et de malnutrition, en particulier chez les enfants. Les États touchés par des conflits, comme la Palestine et le Yémen, s'efforcent de partager les cours d'eau transfrontaliers, ce qui pèse encore plus sur les ressources en eau. L'épuisement des nappes phréatiques et la contamination par le ruissellement agricole aggravent la situation. Les efforts visant à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau se heurtent à des obstacles, mais l'investissement dans l'agriculture et les zones rurales reste crucial pour la stabilité de la société. Le changement climatique a perturbé les régimes pluviométriques, entraînant une diminution des précipitations et une aggravation des sécheresses. En Syrie, le manque d'eau a entraîné des pénuries d'électricité et des difficultés économiques. Mme Zawahri souligne le besoin urgent de coopération internationale et de systèmes d'alerte précoce pour atténuer l'impact des sécheresses et garantir la sécurité alimentaire. Elle souligne les conséquences dévastatrices de la pénurie d'eau, avec des familles qui peinent à nourrir leurs enfants et des communautés qui risquent l'effondrement économique. Enfin, elle appelle à des mesures proactives pour résoudre la crise de l'eau au Moyen-Orient avant qu'elle ne s'aggrave.

Ayesha Siddiqi, de l'Université de Cambridge se présente comme une théoricienne critique et décrit ses recherches sur les communautés touchées par les risques liés au climat, en particulier dans des régions comme le Pakistan, les Philippines, le Pérou et la Colombie. Son principal argument consiste à remettre en question l'hégémonie occidentale dans le discours sur les conflits climatiques et à souligner le peu de connaissances produites à partir des expériences de ceux qui sont directement touchés par les défis liés au climat. Elle souligne l'importance de centrer les systèmes de connaissances et l'action des communautés marginalisées plutôt que d'aborder ces questions uniquement sous l'angle occidental. À l'aide d'exemples tirés de son travail sur le terrain, Ayesha Siddiqi montre comment les systèmes de connaissances locales sont souvent ignorés par les États postcoloniaux, comment les communautés exercent leur pouvoir en réponse à l'aide et aux récits de crise et comment les stratégies de réduction des risques de catastrophe centrées sur l'État peuvent exacerber les vulnérabilités au lieu de les atténuer. En conclusion, Mme Siddiqi préconise de centrer les perspectives et les connaissances des communautés marginalisées dans les discussions sur la sécurité liée au climat, en remettant en question le récit occidental dominant et en soulignant les réalités complexes auxquelles sont confrontés ceux qui vivent au quotidien avec les défis liés au climat.

Anselm Vogler, de l'Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik (IFSH), présente son nouvel axe de recherche sur les impacts du changement environnemental mondial sur la sécurité humaine, en particulier dans la région du Pacifique. Il souligne l'importance de contextualiser la sécurité climatique et de comprendre comment les insécurités humaines diffèrent d'une entité à l'autre. S'appuyant sur leurs expériences à Guam et au Vanuatu, M. Vogler souligne les différences économiques et politiques entre les deux îles et discute des impacts uniques du changement environnemental mondial sur chacune d'entre elles. Il mentionne des facteurs tels que l'élévation du niveau de la mer, l'évolution des conditions météorologiques, le déclin des coraux, les déplacements, l'urbanisation, les changements de mode de vie et l'héritage colonial comme moteurs de l'insécurité humaine. À l'aide d'organigrammes illustrant des liens de causalité complexes, l'orateur démontre la nature multidimensionnelle des questions de sécurité climatique. Il souligne la nécessité de comprendre les impacts climatiques dans leurs contextes spécifiques afin de répondre efficacement à l'insécurité humaine découlant du changement environnemental mondial.

15h45 – 17h15 | Panel 7 – La Coopération civile et militaire dans les situations d'urgence liées au climat, Projet CASA (Climate and Security Action)

Modérateur : Tom Deligiannis, Wilfrid Laurier University

Conférencier.ère.s :

- Alexandrine Bisailon, Ouranos
- Jessica Olcott Yllemo, American Security Project
- Ashley Moran, University of Texas
- LCol Vincent Virk, Canadian Armed Forces
- Libbey Dresser and Rebecca Lloyd, Balsillie School of International Affairs

Alexandrine Bisailon, représente Ouranos qui est un consortium de recherche sur l'adaptation au changement climatique basé au Québec. Ouranos a pour mission d'aider la société québécoise à mieux s'adapter aux changements climatiques. Elle explique le rôle de l'organisation en tant qu'organisme comblant le fossé entre la recherche et la pratique. Elle décrit les services offerts par Ouranos et l'accent mis sur les priorités d'adaptation au niveau régional. Mme Bisailon aborde ensuite les projections climatiques futures pour le Québec, en soulignant la nécessité de mesures d'adaptation proactives. Elle met en évidence les impacts du changement climatique sur les différentes régions du Québec et souligne l'importance de la collaboration et de la coordination pour relever les défis de l'adaptation. Enfin, elle présente plusieurs projets entrepris par Ouranos, notamment des initiatives liées à la résilience des infrastructures, aux impacts sociaux, à l'énergie, à la gestion des feux de forêt et à l'équité en matière d'adaptation. Elle invite les invités à poursuivre l'exploration de leur travail en se rendant sur le site web de l'organisation.

Jessica Olcott Yllemo, du *American Security Project* donne un aperçu de la manière dont le gouvernement américain, en particulier le Département de la défense (DoD), aborde le changement climatique en tant que menace pour la sécurité depuis le début des années 2000. Elle explique comment l'approche a évolué au fil du temps en fonction des priorités des différentes administrations, en soulignant les changements significatifs intervenus dans le cadre de l'ordre exécutif 14008 de l'administration Biden. Diverses agences gouvernementales américaines, dont le ministère de la Défense, ont publié des plans climatiques couvrant les efforts d'adaptation et d'atténuation. Mme Olcott Yllemo mentionne la position proactive de l'armée dans l'élaboration d'un plan de mise en œuvre, reconnaissant ainsi son leadership dans ce domaine. Elle s'attarde sur des initiatives spécifiques au sein du DoD, telles que les programmes énergétiques et environnementaux visant à améliorer la résilience des installations face aux impacts climatiques. Elle souligne l'importance de l'assurance de la mission dans la stratégie climatique du DoD, en notant la nécessité d'une formation et d'une sensibilité culturelle lors du déploiement des forces militaires pour des tâches non liées au combat. Elle conclut en présentant des données sur les implications opérationnelles du changement climatique, citant une augmentation significative des jours travaillés par le personnel du *National Guard Bureau* consacrés à la lutte contre les incendies entre l'année 2016 et 2021. Elle souligne les défis que cela pose en termes de main-d'œuvre, d'approvisionnement et de bien-être des soldats concernés.

Ashley Moran, de l'Université du Texas, a présenté son projet visant à recueillir des données systématiques sur l'implication des militaires dans les situations d'urgence liées au climat. Elle souligne l'importance de la collaboration entre les diverses organisations impliquées dans le projet. La recherche vise à recueillir des données transnationales sur l'implication militaire dans les urgences liées au climat, y compris les modèles, les tendances, les cadres juridiques et les mécanismes de financement qui guident les militaires. Deux produits de recherche sont en cours d'élaboration : des profils de pays et un ensemble de données transnationales sur l'engagement militaire. Les profils nationaux visent à analyser les variations dans les structures politiques et les approches militaires dans différents pays, allant des plans généraux de lutte contre les catastrophes aux cadres intégrés. L'ensemble de données fournit une couverture complète des réponses militaires aux catastrophes climatiques, avec des exemples tels que les réponses des États-Unis aux cyclones, aux inondations et aux incendies de forêt. Mme Moran évoque les difficultés liées à la collecte de données auprès d'organisations internationales telles que l'OCDE et souligne l'importance d'obtenir des données directement auprès des pays eux-mêmes afin d'en garantir l'exactitude et la spécificité. Elle invite les parties intéressées à collaborer au projet en y apportant leurs données, leur expertise et leur point de vue.

LCol Vincent Virk, des Forces armées canadiennes revient sur les termes clés discutés lors de la conférence, tels que l'adaptation et l'atténuation, en soulignant l'importance de stratégies réalisables plutôt que de se contenter d'identifier les problèmes. Il souligne son rôle dans l'opération LENTUS, la réponse des Forces armées canadiennes aux catastrophes naturelles, expliquant l'approche *bottom-up* de la gestion des catastrophes au Canada. L'opération LENTUS est la réponse des Forces armées canadiennes pour toute intervention en cas de catastrophe naturelle. En 2023, il y a eu huit opérations au Canada. Il raconte son expérience lors d'une opération de lutte contre les incendies de forêt en Colombie-Britannique, soulignant l'importance de comprendre la dynamique des communautés et d'aborder l'impact plus large sur les moyens de subsistance. Le lieutenant-colonel aborde les complexités de l'interaction entre les militaires et les civils et sur l'importance d'une communication et d'une logistique efficaces dans les opérations nationales. Il insiste sur la nécessité d'établir des relations avec les agences et de comprendre les dynamiques locales pour garantir le succès des interventions en cas de catastrophe.

Libbey Dresser and Rebecca Lloyd, de la *Balsillie School of International Affairs* présentent les questions clés identifiées dans leur recherche sur les défis et les problèmes rencontrés par les organisations humanitaires internationales travaillant aux côtés des forces militaires nationales et étrangères pour répondre aux urgences liées au climat. D'abord, les lacunes dans la formation et les lignes directrices sont un enjeu. Les lignes directrices existantes se concentrent principalement sur les ressources militaires internationales, ce qui laisse des lacunes dans la coordination entre les acteurs humanitaires et les armées nationales. Il y a un manque de clarté sur la façon de coordonner les réponses et les directives lors de la fourniture d'une aide en cas de catastrophe, et peu de conseils sur la collaboration avec la police, les armées nationales ou les entreprises de sécurité privées. Ensuite, la perception locale de l'implication militaire peut avoir un impact. En effet, les populations locales peuvent percevoir peu de différence entre les opérations humanitaires et militaires, en particulier dans les contextes autoritaires ou touchés par des conflits. Cela peut susciter de la méfiance et des inquiétudes en matière de sécurité, ce qui risque d'entraver les opérations humanitaires et de mettre en danger les populations touchées. De plus, les différences dans les structures de coordination ont aussi un impact. Cela s'explique par le fait que les organisations humanitaires opèrent dans le cadre de structures de coordination fondées sur le consensus, tandis que les organisations militaires suivent des structures de commandement et de contrôle. Cette disparité peut entraîner des difficultés dans la prise de décision et le partage d'informations. Les mécanismes de coordination existants peuvent ne pas inclure ou répondre de manière adéquate aux besoins des gouvernements nationaux et des acteurs militaires. Finalement, la sécurité et les considérations stratégiques sont à prendre en compte. La position stratégique des pays d'origine et d'accueil doit être prise en compte avant de déployer des forces militaires étrangères dans le cadre d'une intervention en cas de catastrophe. L'attitude des États à l'égard de la participation de forces militaires étrangères dans le cadre d'une catastrophe peut avoir un impact sur les relations diplomatiques et politiser la distribution de l'aide. Le flou qui entoure les rôles humanitaires et militaires peut créer des obstacles qui empêchent d'atteindre les populations vulnérables dans le cadre des efforts de réponse aux catastrophes. Libbey Dresser et Rebecca Lloyd soulignent la nécessité de poursuivre les recherches et d'accorder plus d'attention à ces défis et de créer une réponse coordonnée pour protéger les populations vulnérables dans les situations d'urgence liées au climat.

17h15 – 17h30 | **Conclusion**

Axel Omgba, Organisation Internationale de la Francophonie **Bruno Charbonneau, RMCSJ, CSAC, CFP**

Axel Omgba, de l'Organisation Internationale de la Francophonie, souligne l'urgence climatique et ses implications pour la sécurité. Il souligne l'impérieuse nécessité de trouver des solutions pour atténuer les conséquences de plus en plus graves du changement climatique. L'OIF collabore avec divers centres de recherche pour développer la réflexion et la recherche stratégiques francophones, dans le but de combler le fossé entre la connaissance et la prise de décision. Il exprime sa gratitude au Centre FrancoPaix pour son partenariat dans l'organisation de la conférence. Il mentionne des initiatives conjointes antérieures, telles que des tables rondes sur le changement climatique et la résolution des conflits, et souligne l'importance de renforcer la capacité de prévention et d'alerte précoce pour relever les défis de sécurité liés au climat. Axel Omgba, de la direction des affaires politiques et de la gouvernance démocratique de l'OIF, souligne l'importance du colloque sur la sécurité climatique et ses défis. Il mentionne la collaboration avec d'autres partenaires, dont le centre FrancoPaix, pour promouvoir la prévention des crises et des conflits dans l'espace francophone. Il reconnaît le rôle essentiel des experts présents dans la promotion d'une approche intégrée pour le climat, la sécurité et l'environnement. Il insiste sur la nécessité de renforcer les partenariats avec les centres de recherche pour mieux informer les décisions politiques et servir les populations. Il exprime sa gratitude envers les organisateurs de la conférence, notamment l'Association canadienne pour la sécurité climatique, et salue l'engagement de tous les participants durant les deux jours de travaux.

Dans ses remerciements, **Bruno Charbonneau** revient sur le succès de l'événement et exprime sa gratitude aux participants pour leur enthousiasme et leurs contributions. Il mentionne la mission consistant à combler les lacunes dans la production de connaissances, en particulier dans le contexte de la sécurité climatique, en soulignant l'importance de la diversité des points de vue et des langues. Il reconnaît que l'événement a suscité une réaction massive et invite la communauté à s'impliquer davantage, que ce soit en se portant volontaire, en promouvant les activités en ligne ou en contribuant à de futures initiatives. Il met l'accent sur les projets de communication continue, tels qu'une lettre d'information mensuelle, et mentionne le besoin de financement, en particulier pour les programmes destinés aux étudiants. Il conclut en remerciant tout le monde pour son soutien et sa participation, soulignant l'effort de collaboration qui a rendu l'événement possible.